

505LM66/H

352

(1941-43)

Voir D.963 - Exploitation par le
Métro de la ligne de Vincennes.

A

Electrification et aménagement de la ligne de
Vincennes.

Loi du 4. 6.41
Lettre SNCF au M.T.P.
"

(J.O. 8. 6.41)
24. 7.42
5.II.43

Electrification et aménagement de la ligne de Vincennes.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

5041-28
Ligne de Paris-Bastille à
Verneuil-l'Etang

Paris, le 5 novembre 1943

Aménagement et électrification
de la section de la ligne de Paris
Reuilly à Sucy-Bonneuil

Suppression de l'installation
annexe de traction de la
Varenne-Chennevières

Monsieur le Ministre,

Aménagements à réaliser aux ateliers
de Noisy-le-Sec et à l'entretien de
Vaires

Veg. 217 000-3
65

J'ai l'honneur de soumettre à
votre approbation, en 2 exemplaires,
un projet relatif à la suppression de l'ins-
tallation annexe de traction de la Varenne-
Chennevières, ainsi que les aménagements
corrélatifs à réaliser aux Ateliers de Noi-
sy-le-Sec et à l'entretien de Vaires.

Ce projet fait suite à celui soumis le 3 juin 1942, par la Compa-
gnie du Chemin de fer du Métropolitain, en vue de l'aménagement et élec-
trification de la section de ligne de Paris-Reuilly à Sucy-Bonneuil,
les installations de traction de la Varenne devenant inutiles dans la
nouvelle exploitation de la ligne.

La dépense prévue pour la réalisation du présent projet est éva-
luée actuellement à 7,5 M. et serait à répartir à raison de 3 M. à la
charge de la S.N.C.F. (compte des travaux complémentaires) et 4,5 M. au
compte spécial du Département de la Seine, ouvert pour l'exécution des
travaux prévus par la loi du 4 juin 1941, dans les conditions fixées
dans la notice du projet.

La part des dépenses à la charge de la S.N.C.F. figurera sur le
programme des travaux complémentaires de l'exercice 1944.

Je vous serais obligé de bien vouloir, après décision, me renvoyer
un exemplaire du projet.

Veuillez agréer,

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la
Production Industrielle et aux Communications.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 24 juillet 1942

Région de l'Est
Ligne de Paris-Bastille à
Verneuil-l'Etang

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Aménagement et électrification
de la section de ligne de
Paris-Reuilly à Sucy-Bonneuil

Suppression des P.N. de
St-Maur-des-Fossés
nos 1,2,3 et 4

Veg 217 000 - 3
33

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, en deux exemplaires, le projet relatif à la suppression des P.N. n^{os} 1,2,3 et 4 de St-Maur-des-Fossés en vue de permettre la réalisation des travaux d'électrification et d'aménagement de la ligne de Paris-Bastille à Verneuil-l'Etang, compris au programme de travaux d'équipement et d'urbanisme de la région

parisienne, dont l'exécution a été autorisée par la loi du 4 juin 1941.

Ce projet a fait l'objet d'un arrêté de déclaration d'utilité publique en date du 13 novembre 1941. La dépense est

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.

entièrement à la charge de l'Etat (Aménagement et Electrification de la ligne de Vincennes).

Je vous serais obligé de bien vouloir, après décision, me renvoyer un exemplaire du projet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 8 juin 1941

Extrait de la LOI du 4 juin 1941
autorisant l'exécution d'un programme de travaux d'équipement
et d'urbanisme à réaliser dans la région parisienne.

R A P P O R T

au Maréchal de France,
Chef de l'Etat Français.

Vichy, le 4 juin 1941.

Monsieur le Maréchal,

La loi du 23 février 1941 créant un délégué général à l'équipement national a prévu l'établissement d'un plan général d'équipement du pays. La mission de ce délégué général comprendra notamment la revision des programmes de travaux dont l'exécution a été autorisée jusqu'à présent.

Il apparaît, en effet, que les diverses lois qui ont approuvé ces programmes ont eu pour principal objet d'amorcer la reprise de l'activité économique du pays et lutter contre le chômage et que des résultats intéressants ayant déjà été acquis en la matière, l'exécution des travaux dont il s'agit doit désormais être coordonnée sur le plan national, compte tenu de la situation de la main-d'oeuvre et des matériaux et des besoins des diverses régions.

C'est dans la région parisienne qu'il était, sans aucun doute, le plus nécessaire d'agir vite et de voir grand.

Des crédits importants totalisant 7 milliards de francs ont donc été ouverts au département de la Seine par la loi du 20 novembre 1940.

.....

Depuis l'intervention de ces lois, il nous est apparu que les programmes de travaux déjà approuvés devaient être révisés et complétés, de façon que les plus urgents des travaux qui seront

.....

inclus dans le plan d'équipement et d'urbanisme de la région parisienne, et notamment ceux pour lesquels les études préalables sont complètement terminées, puissent être poursuivis avec activité.

C'est l'objet principal du projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre ci-joint et qui, si vous voulez bien approuver nos propositions, doit se substituer aux deux lois des 20 novembre 1940 et 22 janvier 1941.

Les travaux qui ont été ajoutés à ceux pour lesquels des autorisations ont déjà été données et des crédits ouverts concernent principalement l'aménagement des réseaux de transport en commun de voyageurs.

Le conseil des transports parisiens créé par la loi du 20 septembre 1940 a examiné dans le détail la contexture actuelle des réseaux et les modifications et remaniements qu'il y a lieu d'envisager en vue de tirer des installations existantes le maximum de rendement, en les fondant dans une organisation unique et en procédant à cette occasion à quelques extensions et à l'établissement de liaisons étroites entre les différents réseaux. C'est ainsi que le conseil des transports parisiens a prévu, en ce qui concerne le chemin de fer métropolitain, la construction de trois prolongements nouveaux, à Paris et en banlieue, ainsi que l'amélioration des installations fixes et du matériel roulant.

D'autre part, l'exploitation de la ligne de Vincennes, qui est actuellement encore faite à la vapeur, est déficitaire et cependant ne peut être supprimée complètement; le conseil des transports parisiens a décidé d'électrifier cette ligne et de la relier au réseau du chemin de fer métropolitain, d'une part, aux abords de la station "Saint-Mandé" où elle coupe la ligne n° 1; d'autre part, à "Paris-Reuilly" où elle rencontre les lignes nos 6 et 8 et où elle aboutira désormais, le tronçon "Bastille-Reuilly" étant supprimé, ce qui permettra de réaliser une opération d'urbanisme du plus haut intérêt.

Ces travaux ont été approuvés par le secrétaire d'Etat aux communications. D'autres crédits ont été ajoutés en vue du déplacement d'administrations centrales de l'Etat, de l'agrandissement et de l'extension de locaux où sont installés des services publics nationaux.

.....

Telles sont, monsieur le Maréchal, les grandes lignes du projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

.....

Veillez agréer, monsieur le Maréchal, l'expression de notre très respectueux dévouement.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,

Yves BOUTHILLIER,

L'amiral de la flotte, vice-président du
conseil, ministre secrétaire d'Etat
à l'intérieur,

A¹ DARLAN.

Le secrétaire d'Etat aux communications,

Jean BERTHELOT.

Le délégué général
à l'équipement national,

François LEHIDEUX

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

TITRE I^{er}

TRAVAUX A EXECUTER PAR LES COLLECTIVITES PUBLIQUES

Art. 1^{er}. - Sont approuvés les travaux ci-après, faisant partie du programme de travaux d'équipement et d'urbanisme à réaliser dans la région parisienne et dont la consistance sera établie dans le cadre du plan général d'équipement national prévu par la loi du 23 février 1941, en tenant compte du projet d'aménagement de la région parisienne déclaré d'utilité publique par décret du 22 juin 1939.

.....

II.- Transports en commun.

.....

Travaux d'électrification et aménagement de la ligne de chemin de fer de Vincennes comprenant :

a) L'électrification et l'aménagement de la section de ligne de chemin de fer de Paris-Reuilly à Sucy-Bonneuil;

b) L'établissement de couloirs de correspondance entre la section de ligne désignée ci-dessus et le chemin de fer métropolitain, à la station de Saint-Mandé, d'une part (ligne du métropolitain n° 1) et à la station de Reuilly, d'autre part (lignes du métropolitain n°s 6 et 8).

.....

TITRE II

TRAVAUX A EXECUTER PAR LES SOCIETES CONCESSIONNAIRES DE SERVICES PUBLICS OU PAR LES ETABLISSEMENTS PUBLICS.

Art. 5.- Sont approuvés les travaux ci-après, entrant dans le programme de travaux d'équipement et d'urbanisme à réaliser dans la région parisienne, et à exécuter au moyen d'avances remboursables de l'Etat, en vue de lutter contre le chômage.

I. - Transports en commun.

Travaux à exécuter par les diverses sociétés concessionnaires des services de transports en commun de la région parisienne :

Pour l'équipement des prolongements des lignes n° 13, n° 13 bis et n° 5, et l'amélioration des installations et du matériel du chemin de fer métropolitain de Paris;

Pour l'aménagement et l'électrification de la ligne de Vincennes;

Pour l'aménagement d'un réseau de trolleybus.

.....

VII. - Aménagement de la gare Montparnasse.

Continuation des travaux d'aménagement de la gare Montparnasse et de ses abords.

.....

.....

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES.

Art. 9.- La répartition donnée par l'état annexé au présent décret pourra être modifiée par des arrêtés pris par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le secrétaire d'Etat à l'intérieur, le secrétaire d'Etat aux communications et le délégué général à l'équipement national sur la proposition du commissaire aux travaux de la région parisienne après avis des préfets des départements intéressés.

Les modifications et, notamment, les virements de chapitres qu'entraîneront, le cas échéant, dans les budgets de la ville de Paris et des autres collectivités locales, les modifications apportées par application de l'alinéa ci-dessus à la répartition prévue par l'état annexé au présent décret, feront l'objet de décisions préfectorales approuvées par arrêté du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Art. 10.- Le commissaire aux travaux de la région parisienne établira, pour l'ensemble des travaux approuvés aux articles 1^{er} et 5 du présent décret, et par opération, un état de prévision des dépenses pour chaque exercice. Cet état sera approuvé par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances.

Les dépenses de l'exercice 1941 devront se maintenir dans la limite d'un maximum de 2 milliards de francs.

Art. 11.- Le commissaire aux travaux de la région parisienne établira, à la date du 31 décembre, un rapport annuel sur l'exécution des travaux autorisés par le présent décret et sur l'utilisation des crédits accordés. Ce rapport sera transmis avec l'avis des préfets de la Seine et de Seine-et-Oise aux secrétaires d'Etat intéressés.

Art. 12.- La déclaration d'utilité publique et d'urgence des travaux approuvés aux articles 1^{er} et 5 ci-dessus sera faite, en tant que de besoin, conformément aux dispositions de la loi du 11 octobre 1940, tendant à simplifier les procédures d'expropriation pour l'exécution d'urgence des travaux destinés à lutter contre le chômage.

Art. 13.- Les lois du 20 novembre 1940 autorisant l'engagement des travaux contre le chômage dans la région parisienne, et du 22 janvier 1941 portant autorisation d'engagement de dépenses pour l'exécution de travaux destinés à lutter contre le chômage en Seine-et-Oise sont abrogées.

TITRE IV

DISPOSITIONS SPECIALES AUX TRAVAUX INTERESSANT LES RESEAUX DE TRANSPORT EN COMMUN

Art. 14.- Le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat aux communications sont autorisés à passer :

a) Avec la compagnie des chemins de fer de l'Etat et la Société nationale des chemins de fer français une convention ayant pour objet la renonciation par cette compagnie et cette société à la concession et à l'exploitation de la ligne de chemin de fer de Paris à Vincennes, avec embranchement sur Saint-Maur et Sucy-Bonneuil;

b) Avec la Société nationale des chemins de fer français et la ville de Paris une convention ayant pour objet la remise à la ville de Paris des terrains et installations de la section de la ligne de chemin de fer comprise entre Paris-Bastille et Paris-Reuilly, qui cessera d'être classée dans le réseau d'intérêt général et sur laquelle tout service public de voyageurs et de marchandises sera définitivement supprimé;

c) Avec l'organisation unique de transports en commun de voyageurs de la région parisienne prévue par la loi du 20 septembre 1940, une convention ayant pour objet de confier à cette organisation unique l'exploitation de la section de ligne de chemin de fer de Paris-Reuilly à Sucy-Bonneuil.

Art. 15.- Les conventions ou traités à passer pour l'application de l'article 14 ci-dessus seront approuvés par arrêtés du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux communications.

Art. 16.- Le présent décret sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 4 juin 1941.

Ph. PETAIN.

Par le Mérachal de France, chef de l'Etat français,

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yves BOUTHILLIER

L'amiral de la flotte, vice-président du conseil,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Al DARLAN.

Le secrétaire d'Etat aux Communications,
Jean BERTHELOT.

Le délégué général à l'équipement national,
François LEHIDEUX.

E T A T

donnant la répartition des travaux dont l'engagement
est autorisé dans la région parisienne.

Titre 1^{er}.— Travaux à exécuter par les collectivités publiques

Titre II.— Travaux à exécuter par les sociétés concessionnaires
des services publics ou par les établissements publics.

=====	
Désignation des travaux	Dépenses autorisées
	Francs
Chap. 1 ^{er} .— Sociétés concessionnaires de services publics :	
.....	
7° - Electrification et aménagement de la ligne de Vincennes.	436.850.000.-
Chap. II.— Aménagement de la gare Montparnasse	140.000.000.-